

Le Président

Monsieur le Dr Paul CHATON

Par courriel

le 31 juillet 2013

PB/CH/JOL/EDA
R.13.205.005

Dossier suivi par C. HERON
ethique-deontologie@cn.medecin.fr

Objet : dossiers médicaux

Monsieur et Cher Confrère,

Le conseil régional de l'Ordre des médecins du Limousin nous a fait part de votre courriel à propos des demandes de consultation de dossiers médicaux faites par des sociétés qui proposent aux établissements de santé une optimisation du codage des séjours.

Conformément à l'article L. 6113-7 (1^{er} et 2^{ème} alinéas) du code de la santé publique : « *Les établissements de santé, publics ou privés, procèdent à l'analyse de leur activité.*

Dans le respect du secret médical et des droits des malades, ils mettent en œuvre des systèmes d'information qui tiennent compte notamment des pathologies et des modes de prise en charge en vue d'améliorer la connaissance et l'évaluation de l'activité et des coûts et de favoriser l'optimisation de l'offre de soins.(...)».

Les articles R. 6113-6 à R.6113-8 du code de la santé publique précisent que :

- Article R. 6113-6 : « *Après avis selon le cas de la commission médicale d'établissement ou de la conférence médicale, le représentant de l'établissement prend toutes dispositions utiles, en liaison avec le président de ces instances et le médecin responsable de l'information médicale, afin de préserver la confidentialité des données médicales nominatives. Ces dispositions concernent notamment l'étendue, les modalités d'attribution et de contrôle des autorisations d'accès ainsi que l'enregistrement des accès* ».

- Article R. 6113-7 : « Les personnes soignées dans l'établissement sont informées par le livret d'accueil ou un autre document écrit :

1° *Que des données les concernant font l'objet d'un traitement automatisé dans les conditions fixées par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;*

2° *Que ces données sont transmises au médecin responsable de l'information médicale dans l'établissement et sont protégées par le secret médical ;*

3° *Qu'elles peuvent exercer leur droit d'accès et de rectification et que ce droit s'exerce, le cas échéant, auprès du médecin responsable de l'information médicale dans l'établissement, directement ou par l'intermédiaire du praticien responsable de la structure médicale dans laquelle ils ont reçu des soins ou du praticien ayant constitué leur dossier ;*

4° Qu'elles ont le droit de s'opposer pour des raisons légitimes au recueil et au traitement de données nominatives les concernant, dans les conditions fixées à l'article 38 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 précitée ».

- Article R. 6113-8 : « Le médecin responsable de l'information médicale transmet à la commission ou à la conférence médicale et au représentant de l'établissement les informations nécessaires à l'analyse de l'activité, tant en ce qui concerne l'établissement dans son ensemble que chacune des structures médicales ou ce qui en tient lieu. Ces informations sont transmises systématiquement ou à la demande. Elles consistent en statistiques agrégées ou en données par patient, constituées de telle sorte que les personnes soignées ne puissent être identifiées. »

Par ailleurs, lorsqu'ils ne concourent pas à la prise en charge des patients dont le dossier médical est concerné, seule la loi peut autoriser les médecins à accéder aux données du dossier en précisant les conditions et limites de cet accès.

C'est le cas du médecin du DIM (article L.6113-7 du code de la santé publique) ; des médecins de l'IGAS, des médecins inspecteurs de santé publique, des inspecteurs de l'ARS ayant la qualité de médecin, des médecins conseils des organismes d'assurance maladie (article L.1112-1 du code de la santé publique) ; des médecins experts de la Haute Autorité de Santé pour leur mission de certification de l'établissement (article L.1414-4).

C'est d'ailleurs ce que rappelle la Haute Autorité de Santé, en particulier dans sa décision n° 2007-10.0355/EPP du 7 novembre 2007 relative aux modalités de mise en œuvre de l'évaluation des pratiques professionnelles, modifiée le 19 décembre 2007 (consultable sur le site internet de la HAS : www.has-sante.fr), paragraphe 1-5 de l'annexe 1 : la confidentialité des données :

« Le programme (d'évaluation des pratiques professionnelles) précise les mesures de nature à garantir le respect de la confidentialité des informations et données utilisées relatives notamment :

1. aux données nominatives utilisées, lorsque l'évaluation porte notamment sur des données relatives à des patients. Ces données sont anonymisées, conformément aux dispositions relatives au secret professionnel ».

En conséquence, les salariés d'une société de services ne peuvent en aucun cas être autorisés à accéder aux dossiers médicaux nominatifs.

A défaut de règles spécifiques aux audits et contrôles de gestion, les médecins sollicités ne peuvent que refuser l'accès aux dossiers et demander leur anonymisation préalable.

Nous avons signalé ces difficultés à la Délégation à la stratégie des systèmes d'information de santé du ministère des affaires sociales et de la santé et saisi la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés.

Veuillez agréer, Monsieur et Cher Confrère, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Dr Patrick BOUET